TUNISIE

Les islamistes d'Ennahdha pavoisent

«La Tunisie est un oiseau qui plane avec deux ailes, à savoir "Ennahdha" et "Nidaa Tounès (NT)"». Cette affirmation est venue de la bouche du leader du parti islamiste, Rached Ghannouchi, en participant à l'ouverture du congrès constitutif de NT.

De Tunis, Kattou Mohamed

Cette image n'était pas pour déplaire au fondateur de NT et son président d'honneur, Béji Caïd Essebsi. Celui-ci n'a pas hésité à violer la Constitution pour venir remettre sur les rails un parti à la dérive et qui, sans son intervention, aurait coulé. Si Ghannouchi a procédé à un rappel du démarrage de la politique consensuelle pour noter que ces deux partis sont dans l'obligation de mener la Tunisie à bon port, Béji Caïd Essebsi l'avait assuré se son soutien, sachant que la Tunisie ne peut pas être gouvernée par un seul parti, comme l'avaient confirmé les élections présidentielle et législatives de la fin de l'année 2014. Toutefois, l'accueil chaleureux et inattendu réservé à Rached Ghannouchi par les congressistes de NT a fait des mécontents.

L'un des congressistes, membre du comité exécutif, a immédiatement présenté sa démission alors que Slim Riahi, le richissime président de l'UPL, a délégué l'un des siens pour lire son intervention à la tribune, considérant que Ghannouchi avait marginalisé le rôle de son parti dans le pays.

Ce congrès a été tenu à l'initiative du Président Caïd Essebsi qui avait constitué un comité de 13 militants pour dénouer la crise éclatant entre le secrétaire général, démissionnaire, Mohsen Marzouk, et Hafedh Caïd Essebsi, le propre fils du Président, dans le but de sauver ce qui peut l'être dans un parti en perdition. Finalement, le congrès s'est tenu malgré la démission d'une quarantaine de membres ayant préféré rallier les rangs du clan de Mohsen Marzouk. Finalement, le congrès dont les travaux ont connu des suspensions en raison de la colère des jeunes militants et des femmes se considérant comme marginalisés, s'est tenu pour aboutir à l'élection d'une nouvelle direction qui aura la charge d'assurer la gestion des affaires du parti durant la période précédant le prochain congrès prévu pour l'été prochain.

Au même moment, le dissident Mohsen Marzouk tenait un meeting à Tunis pour annoncer la création prochaine (2 mars) d'un nouveau mouvement politique s'inspirant du «bourguibisme», s'attachant au respect des droits de l'Homme, œuvrant pour la séparation entre la religion et la politique et ouvert sur les valeurs universelles. Dans son discours, il n'a pas hésité à s'attaquer aux dirigeants de son ancien parti qui, a-t-il dit — en substance — avaient dévié des principes ayant présidé à sa constitution.

Le mouvement qu'il se propose de créer serait-il un «appendice» de Nidaa Tounès ? Ces deux évènements qui ont couronné la crise secouant NT ne font, selon les observateurs, qu'affaiblir NT sans pour autant favoriser la création d'un nouveau parti qui ferait le poids face au grand bénéficiaire, le parti islamiste dont le chef Rached Ghannouchi était tout content de répondre à l'invitation des congressistes de NT et de leur «lancer des fleurs», sachant que sur le terrain, son parti en sort vainqueur.

En effet, bien que ne comptant que deux ministres dans la formation gouvernementale, Ennahdha détiendrait désormais le vrai pouvoir à l'Assemblée des représentants du peuple (Parlement) suite à la démission de nombreux députés de NT et aux rapports conflictuels entre ces derniers et leur parti d'origine. Ceux qui avait dit que le parti islamiste était à l'origine de la crise de NT avaient-ils raison ?

K. M.

TURQUIE

Sanglant attentat-suicide au cœur d'Istanbul

La Turquie a été frappée hier par un nouvel attentat suicide attribué par les autorités à un Syrien qui a tué au moins 10 personnes, pour l'essentiel des étrangers, et en a blessé 15 autres dans le cœur touristique d'Istanbul.

Cette explosion intervient alors que le pays est en état d'alerte maximum depuis l'attaque la plus meurtrière survenue sur son sol, attribuée au groupe Etat islamique (Daesh), qui a fait 103 morts en octobre devant la gare centrale d'Ankara. «Je condamne fermement cette attaque terroriste commise par une personne d'origine syrienne», a lancé le Président Recep Tayyip Erdogan lors d'un discours prononcé à Ankara, semblant pointer du doigt une responsabilité des terroristes islamistes. Longtemps soupçonné de complaisance envers les rebelles radicaux syriens, le régime islamo-conservateur turc a rejoint l'été dernier la coalition antidjihadiste internationale et multiplié les arrestations de membres présumés de Daesh. A l'issue d'une réunion d'urgence autour du Premier ministre Ahmet Davutoglu, le porte-parole du gouvernement Numan Kurtulmus a annoncé que l'auteur de l'attentat avait été identifié comme un Syrien né en 1988, sans toutefois donner son nom.

La déflagration, très puissante, s'est produite à 10h18 locales dans le quartier de Sultanahmet, sur l'ancien hippodrome qui borde la basilique Sainte-Sophie et la Mosquée bleue, les deux monuments les plus visités de la plus grande ville du pays.

Les premières photos prises sur place montrent plusieurs corps démembrés couchés sur le sol pavé de cette grande esplanade, traversée chaque année par des millions de touristes venus du monde entier.

Selon le bureau du gouverneur d'Istanbul, le premier bilan s'élève à au moins 10 morts et 15 personnes blessées.

«La plupart de ceux qui ont été tués sont des étrangers», a précisé le vice-Premier ministre Kurtulmus, ajoutant que 2 des 15 blessés avaient été gravement touchés.

Le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu a, quelques heures après, annoncé par téléphone à la chancelière allemande Angela Merkel que la plupart des victimes de l'attentat survenu mardi dans le cœur historique d'Istanbul étaient des touristes allemands, ont rapporté les médias. Lors de la conversation, M. Davutoglu a présenté ses condoléances à la chancelière et indiqué que «les détails de l'enquête, menée méticuleusement, seront partagés avec la partie allemande», a précisé une source gouvernementale à l'AFP. Selon la chaîne d'information CNN-Türk, six touristes allemands figurent parmi les blessés. Le ministère norvégien des Affaires étrangères a pour sa part indiqué qu'un de ses ressortissants figurait aussi parmi les victimes. Berlin a recommandé «avec insistance» aux Allemands d'éviter «provisoirement» les «attractions touristiques» à Istanbul, alors que Paris a conseillé aux Français d'éviter le secteur de l'attentat. Sitôt après l'explosion, de nombreux témoins ont évoqué le scénario d'un attentat-suicide. «J'ai entendu une très forte explosion, et puis de nombreux cris. Et puis j'ai vu une boule de feu et je me suis enfui», a raconté à l'AFP un homme turc qui n'a pas donné son nom, «je suis sûr à 100% qu'il ne s'agissait pas d'une bombe mais d'un attentat-suicide». La Turquie vit en état d'alerte permanent depuis le double attentat-suicide islamiste qui a visé un rassemblement de manifestants prokurdes le 10 octobre devant la gare centrale d'Ankara, faisant 103 morts et plus de 500 blessés. En janvier 2015 déjà, une femme kamikaze originaire du Daguestan russe, dont la presse locale avait affirmé qu'elle avait rejoint les rangs terroristes en Syrie, s'était fait exploser devant un poste de police du quartier de Sultanahmet. Un policier avait été tué. «Le mode opératoire, un kamikaze, et la cible, un groupe de touristes, suggèrent un attentat djihadiste», a commenté hier à l'AFP un diplomate occidental. «Si c'est le cas, c'est le signe que Daesh a décidé de s'en prendre à l'Etat turc», a-t-il ajouté, «jusque-là, ses cibles en Turquie étaient les Kurdes». La Turquie est également secouée depuis l'été dernier par la reprise de combats meurtriers entre les forces de sécurité turques et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui ont fait voler en éclats un cessez-le-feu qui tenait depuis plus de deux ans. Les rebelles kurdes visent en priorité militaires et policiers mais le 23 décembre dernier, une organisation armée kurde, les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), a revendiqué une attaque au mortier qui a visé l'aéroport Sabiha Gökçen, sur la rive asiatique d'Istanbul, faisant un mort et un blessé. M. Erdogan a promis à plusieurs reprises d'éradiquer le PKK. «La fermeté de la Turquie n'a pas changé», a déclaré hier l'homme fort du pays. «La Turquie est la première cible de toutes les organisations terroristes actives dans la région parce qu'elle les combat toutes avec la même détermination», a-t-il ajouté.

L'ATTENTAT DE LA MOSQUÉE BLEUE OUVRE LE DÉBAT SUR LES AMBIGUÏTÉS ERDOGAN

Le piège Daesh se referme sur Ankara

Erdogan, le Président turc, a du mal à prononcer le mot Daesh. Nous verrons pourquoi.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Après l'attentat hier dans le quartier touristique d'Istanbul, instruction sans doute a été donnée aux médias proches du pouvoir de brouiller, encore un peu, encore un moment, les pistes. Quelques heures après, le communiqué officiel de l'agence Anatolia reprend les termes du Président et parle d'une «personne d'origine syrienne» comme étant celle qui s'est fait exploser à proximité de la mosquée Bleue. La Turquie est, sans doute, la puissance régionale qui a le plus aidé, financé, manipulé et orienté le terrorisme en Syrie et en Irak. Le mouvement Daesh n'aurait jamais pris autant d'ampleur sans l'apport turc et l'argent saoudien. Dès le début de ce que l'on a considéré comme insurrection contre le régime syrien, en définitive un vaste complot concocté par la CIA et l'Otan et dont le managment a été confié à la Turquie et à l'Arabie Saoudite, Ankara a accepté ce rôle avec un zèle et une disponibilité effarants. La résistance des populations syriennes dans toutes leurs composantes (latine chrétienne, orthodoxe, Eglises araméennes, arméniennes, musulmans sunnites effrayés par le wahhabisme de Daesh, chiites, laïques, sans dieux et citoyens lambda— majoritaires —) et la détermination de l'armée régulière ont anéanti les espoirs turco-saoudiens de voir s'effondrer l'Etat syrien. Il est vrai que le positionnement clair de la Russie en faveur de la Syrie n'a pas été pour peu dans la sauvegarde de la Syrie. Depuis, le rapport de force a longuement évolué en faveur des forces antiténèbres. Partout, les criminels de Daesh sont combattus, pourchassés, terrassés.

Les USA et la France n'ont plus, dès lors, d'autre issue que de se déclarer contre le terrorisme dans le Moyen-Orient. Les attentats du Bataclan, de la «Belle Equipe», du «Petit Cambodge» en la sanglante soirée du 13 novembre 2015, ne laissent, d'ailleurs, guère le choix à François Hollande que celui de consentir, enfin, que l'on ne peut vaincre Daesh sans dialoguer et coordonner avec Bachar Al-Assad. La diplomatie française change donc de fusil d'épaule, du moins dans les proclamations de foi. A la Turquie et à l'Arabie Saoudite, d'autres missions sont assignées. Trois essentiellement. Charcuter la probable victoire syro-russe sur Daesh, être là au moment des négociations sur le démantèlement des réseaux terroristes dont la plupart sont l'œuvre de laboratoires occidentaux et annihiler le retour de l'Iran dans l'affaire.

Les attentats d'hier aux alentours de la mosquée et sans doute d'autres à venir, sont la réponse immédiate et sanglante de Daesh à la nouvelle politique turque.

«Tandhim Edawla» ne voulant pas, spécialement, être le dindon de la farce (force ?) des nouveaux plans de l'Otan comme l'ont été les nébuleuses Talibane en Afghanistan ou les GIA, AIS, FIS en Algérie qui, après avoir été actionnés ont été sommés d'accepter les défaites. Ceci, évidemment, après avoir été vaincus militairement et mis hors d'état de nuire.

En Algérie, c'est l'ANP qui a déjoué le complot. En Syrie, ça sera sans doute aussi le cas.La turquie peut s'en sortir du piège avec la neutralisation ou le départ d'Erdogan. Un, deux ou trois autres attentats comme ceux de la mosquée Bleue et le débat s'ouvrira à Ankara sur la gestion aventureuse du terrorisme par l'Etat Erdogan. Selon les correspondants des principaux médias européens dans la capitale turque, il (le débat) a déjà lieu...

A. M.

SAEB AREKAT, INVITÉ EN ALGÉRIE, DÉNONCE

Un colonialisme pire que le terrorisme

Reçu avant-hier par le président de la République et le ministre des Affaires étrangères, le secrétaire général du comité exécutif et chef du département des négociations de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a fait un diagnostic de la situation actuelle dans laquelle sombre le peuple palestinien.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Le colonialisme est «sans nul doute» la pire forme que peut prendre le terrorisme aujourd'hui, a insisté Saeb Arekat lors de la conférence qu'il a animée à l'ambassade de l'Etat de Palestine. Ajoutant que ce réseau que manipule aujourd'hui Israël à l'échelle globale n'est qu'un «outil» chargé d'occuper l'actualité internationale et d'écarter la cause palestinienne de toutes les préoccupations gouvernementales des Etats. Ceci en s'interrogeant sur la différence existant entre un terroriste qui extermine des civils et un colon qui «immole des enfants palestiniens innocents», s'est-il indigné.

C'est dans ce sens qu'il rejoint ce qu'a déclaré l'ambassadeur palestinien précédemment lors de ses interventions médiatiques, disant que «jamais il n'y aura de paix dans le monde si la Palestine demeure sous le joug israélien».

Interrogé sur le degré d'instabilité qui règne aujourd'hui dans l'Etat de Palestine, en agitation, l'intervenant a résumé «l'angoisse» de son peuple en une seule phrase. Une mère dont les enfants partent à l'école le matin ne se préoccupe pas tant de leurs résultats scolaires mais de leur «éventuel retour» à la maison en fin d'après-midi vivants. C'est une «guerre criminelle» que livrent aujourd'hui les forces coloniales israéliennes contre le peuple palestinien «sans défense», a déclaré le chef de l'OLP.

Emprisonnements, détentions, assassinats, blocus, expropriations des terres, exode forcé et destructions des domiciles des citoyens palestiniens sont les évènements qui font partie de «notre quotidien», a-t-il énuméré. Néanmoins «nous incarnons la résistance», a-t-il souligné. Il n'y aura jamais place au doute ou à l'hésitation quant à «notre cause».

Outre dissocier la cause palestinienne de la scène internationale, c'est également effacer de la carte géographique la Palestine que vise le colon par ses dernières extensions. Saeb Arekat a longuement insisté qu'il n'y aurait pas un Etat de Palestine à proprement parler sans le département de Ghaza ou de Jérusalem, dans son ensemble, en tant que capitale.

Par ailleurs, avant de travailler sur une coopération «régionale ou internationale» plus dynamique, qui n'est certainement pas négligeable, il y a lieu de constituer une solide communion intérieure, a confié le responsable. Il est, en effet, assez sensible d'amener les mouvements Hamas et Fatah à collaborer entre eux et avec le gouvernement en place. De plus, des différents syndicats et parties prenantes sociales dont la société civile. Pourtant, l'unité palestinienne, aujourd'hui, passe par l'entente interne. «Nul ne pourra nous aider si nous n'arrivons pas à coopérer entre nous», a confié Saeb Arekat. Oublier le langage des intérêts et se pencher davantage sur «notre cause commune» est ce qui se développe aujourd'hui.

Questionné à propos de la reprise des rapports diplomatiques entre la Turquie et Israël, l'intervenant a révélé qu'il est «normal» que chaque Etat protège ses propres intérêts. Ceci en précisant que la Palestine et la Turquie ont toujours partagé des relations d'amitié.

S'agissant de l'aide financière dont bénéficie l'Etat de Palestine annuellement, Saeb Arekat a souligné que c'est d'une «autonomie financière», entre autres, dont la Palestine a besoin. Ceci en dénonçant les accords et conventions signés et bafoués par Israël qui sont utilisés comme moyen d'ajournement perpétuel de la véritable cause palestinienne dont seul un référendum transparent peut la libérer.

N. B.